

PAGES 11 A 16 :

« Le Monde des spectacles »

- Sergio Leone : il était une fois... le fascisme en Italie ;
• «Tarsan ou le chevalier crispé».

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry 5, rue des Italiens, Paris-IX\* Directeur : Jacques Fauvet

0.80 F

Algérie, 0,80 DA; Maroc, 0,80 dir.; Tunisie, 80 m.; Allemagne, 0,80 DM; Autriche, 6 sch.; Belgique, 7 fr.; Canada, 40 c. cts; Danemark, 2,25 kr.; Espagne, 12 pes.; Grande-Bretagne, 6 p.; Grèce, 10 dr.; Iran, 30 ris; Italie, 150 L.; Liban, 100 p.; Luxembourg, 7 fr.; Norvège, 2kr.; Pays-Bas, 0,75 fl.; Portugal, 6 esc.; Suède, 1,50 kr.; Suisse, 0,70 fr.; U.S.A., 50 cts; Yougoslavie, 6 din.

Tarif des abonnements page 23
C.C.P. PARIS N° 4207-23
TELEPARIS N° 63372
Ad. 164gr.: JOURMONDE-PARIS
Tél.: PRO. (770) 91-29

LES ÉTATS-UNIS ET L'OFFENSIVE COMMUNISTE AU VIETNAM

Washington met en cause Moscou pour ses livraisons à Hanoi

PRIMAIRES POUR RIEN

Comme on a eu maintes fois l'occasion de le constater durant ces dernières années, le temps des augures est révolu en politique intérieure américaine. Trop d'inconnues faussent les constantes de ce qui fut, il n'y a pas si longtemps, la règle du jeu politique pour permettre la prévision éclairée ; trop d'électeurs se sont déprisés des étiquettes et des clichés traditionnels pour se laisser piéger devant l'alternative : démocrates ou républicains. A la veille des élections primaires du Wisconsin, un des plus sérieux instituts de sondage d'opinion donnait le sénateur McGovern gagnant avec 24 % des suffrages, suivi de très près par ses collègues du Sénat MM. Hubert Humphrey et Edmund Muskie. Une enquête menée circonscription par circonscription pour le « Christian Science Monitor » par un des meilleurs connaisseurs du Middle-West auprès des politiciens locaux concluait même à une nouvelle remontée de M. Humphrey.

Aucun de ces pronostics n'a été confirmé par les résultats du scrutin de mardi. Le sénateur McGovern arrive confortablement en tête avec 30 % des voix. M. Humphrey est distancé d'un point par le gouverneur Wallace (peu importe que l'a voté pour lui en ces élections « ouvertes » : l'effet psychologique est là) et M. Muskie, qui comptait sur l'issue de la consultation pour retrouver un second souffle après la déception essuyée en Floride le 14 mars, ne corrige que d'un point dans le Nord, le score humiliant enregistré dans le Sud : il avait en là-bas 9 % des suffrages. Il en rassemble aujourd'hui 10 %. Est-ce la fin de sa carrière d'aspirant au mandat présidentiel ? On peut penser en tout cas que, à moins d'un redressement inattendu après ces défaites en chaîne, M. Muskie risque fort de tomber en panne de ressources et d'énergie.

Le maire de New-York, M. Lindsay, qui n'était au départ dépourvu ni de moyens ni d'amitiés, a tiré les conclusions de son double échec en Floride et en Wisconsin ; il se retire de la lutte. On ne sait pas ce que continue à en espérer le sénateur Jackson, qui n'a pas brillé davantage, ni quand ses rivaux en détresse déclareront forfait.

La désaffection graduelle de l'électeur américain pour les formations et les hommes du passé ne permet pas de spéculer utilement sur les chances du sénateur McGovern. Certes, l'épreuve du Wisconsin la classe désormais parmi les candidats de premier plan. Mais, pour en avoir acquis les mérites, en a-t-il la stature, le tempérament, le muscle ? Et puis, à se fonder sur les précédents, on a peine à imaginer maintenant cette personnalité sympathique, certes, mais en marge de ce qui fut le grand courant démocrate, recevant en fin de compte l'investiture de la convention de Miami Beach.

Celle-ci, il est vrai, en vertu de nouveaux règlements, sera plus « démocratique » et représentative que celles d'autrefois. Ce n'est ni une garantie de progrès ni une garantie d'efficacité. Car, encore une fois, comment « représenter » un parti virtuellement puissant mais à la dérive depuis le traumatisme que lui ont infligé les méthodes de M. Johnson, plus démobilisé encore que divisé, incapable pour l'instant de faire surgir de ses rangs des hommes nouveaux, d'infuser un minimum de magnétisme à ses vedettes ?

La seule leçon indiscutable, après trois élections primaires, celle du New-Hampshire, de Floride et du Wisconsin, est que cette procédure de sélection pré-électorale, supposée fonctionner comme une série d'éliminatoires, est bel et bien en train, sauf dégradation majeure de la situation économique ou tragédie au Vietnam... d'écartier, pour le moment, le parti démocrate des avenues de la Maison Blanche.

(Lire nos informations page 6.)

LA VILLE DE HUÉ MENACÉE

La situation au nord du Vietnam du Sud demeure « très critique », selon les termes mêmes du général Thieu. Toutefois les Etats-Unis n'ont pas l'intention d'envoyer des troupes pour contenir l'offensive communiste. Ils comptent essentiellement sur leur aviation et sur les canons de la VIIe flotte pour appuyer les forces sud-vietnamiennes. Mais les bombardements américains et la résistance de certaines positions gouvernementales n'ont pas interrompu la progression de l'infanterie et des chars nord-vietnamiens en direction de Hué, qui se trouve directement menacée par le nord et par le sud-ouest.

Les Etats-Unis, qui viennent d'envoyer de nouveaux bombardiers géants B-52 dans le Pacifique, s'en sont pris aux Soviétiques. C'est grâce à l'accroissement de leurs fournitures de matériel lourd, en particulier de fusées sol-air et de chars, que les Nord-Vietnamiens ont pu déclencher leur « invasion », estime le département d'Etat.

De notre envoyé spécial JEAN-CLAUDE POMONTI

Saigon. — L'offensive communiste au sud de la zone démilitarisée devrait se poursuivre jusqu'à la fin d'avril. Après avoir démantelé, la semaine dernière, le dispositif sud-vietnamien au bord de la zone elle-même, les Nord-Vietnamiens vont maintenant tenter de fixer dans des poches les forces de Saigon qui défendent la province de Quang-Tri et même celle de Thua-Thien.

Vendredi et samedi derniers, la puissance de leur artillerie paraît avoir fait la différence. Sous sa protection et celle d'un temps couvert, deux divisions nord-vietnamiennes (la 324-B et la 304) ont eu vite fait de désorganiser le réseau de bases sud-vietnamiennes au sud de la zone démilitarisée et d'en contraindre les défenseurs à décrocher d'une quinzaine de kilomètres.

Mais, depuis le début de cette semaine, la situation s'est un peu stabilisée. L'équivalent de deux divisions gouvernementales a été regroupé et réorganisé dans la province de Quang-Tri. Les B-52 et les canons de quatre contre-torpilleurs américains labourent les secteurs tenus par les Nord-Vietnamiens. Le commandement américain attend avec impatience que le temps s'éclaircisse davantage pour lâcher sur cette région et sur le territoire nord-vietnamien les trois cent cinquante bombardiers légers répartis entre quatre porte-avions et la base aérienne de Da-Nang. Tandis que leurs artilleurs continuent de harceler les troupes sud-vietnamiennes, les Nord-Vietnamiens ont commencé à faire mouvement au sud de Quang-Tri. Ils tiennent en réserve une troisième division (la 308), qui n'avait pas encore franchi, lundi soir, la zone démilitarisée. Plus au sud, deux de leurs régiments autonomes menacent la région de Hué.

Les communistes n'ont ni l'intention ni les moyens d'occuper le terrain, et une « marche vers le sud » défie le bon sens. Mais ils ont déjà réduit à néant la « pacification » à Quang-Tri, où le gouvernement de Saigon se trouve avec une cinquantaine de milliers de réfugiés sur les bras. Et leurs mouvements de troupes, depuis trois jours, indiquent

qu'ils vont essayer d'en faire autant dans le Thua-Thien, tout en laissant de côté la ville de Hué.

Pour l'essentiel, leur objectif demeure donc de tenter de porter des coups aux unités d'élite de l'armée sud-vietnamienne. Leurs activités sur les Hauts-Plateaux, à la hauteur des trois frontières, semblent confirmer cette thèse. Dans cette région, la division de parachutistes prête maintenant aux deux divisions gouvernementales, qui ont désormais affaire à une division (la 320) et à quatre régiments nord-vietnamiens, dont un d'artillerie. Cette artillerie communiste et de petites unités ont déjà tenté les défenses sud-vietnamiennes près de la base numéro 5, à Dakto et à Kontum. Plus tard, les Nord-Vietnamiens pourraient lancer une deuxième offensive en cette région, dans des conditions cependant plus difficiles. Les B-52 ont déjà creusé des trous dans leurs rangs, et les parachutistes sont de meilleures troupes que les fusiliers-marins.

S'il est encore difficile de prévoir la tournure des combats autant au sud de la zone démilitarisée que sur les Hauts-Plateaux, il est cependant clair que les communistes se sont engagés dans une campagne qui devrait, tour à tour, affecter plusieurs régions du Vietnam du Sud, que leur objectif, à plus long terme, est de désorganiser l'armée régulière de Saigon, et que cette épreuve de force, dont le but est d'aborder une nouvelle négociation dans une position solide, pourrait s'étaler sur des semaines, sinon des mois.

(Lire nos informations page 6.)

UN DEVIS DE 4 MILLIARDS ET DEMI

Le groupe du tunnel sous la Manche remet ses propositions aux gouvernements

Les dirigeants du Groupe du Tunnel sous la Manche, organisme financier privé, composé de deux sociétés françaises et britan-

LA PRÉPARATION DU RÉFÉRENDUM

M. Pompidou confirme la date du 23 avril et adresse un message au Parlement
M. Georges Marchais ouvre une polémique sur l'avenir de l'Europe des Dix

La date du référendum sur l'élargissement de la Communauté économique européenne — dont on savait qu'il aurait lieu le 23 avril — a été confirmée mercredi matin à l'issue du conseil des ministres. Celui-ci a arrêté les modalités d'organisation de la consultation et de la campagne électorale, qui s'ouvrira le 12 avril à 0 heure pour s'achever le 22 avril à minuit. A 16 heures, les

deux assemblées devaient prendre connaissance du message du président de la République, dans lequel celui-ci expose aux parlementaires les raisons qui motivent le recours à la procédure référendaire. Les travaux parlementaires devaient être interrompus mercredi après la lecture du message présidentiel pour permettre aux élus de participer à la campagne du référendum.

Dès jeudi les instances dirigeantes de trois formations politiques se réuniront : le comité central de l'U.D.R., dont le choix pour le « oui » est acquis d'avance ; le conseil politique du Centre démocrate, mouvement dont les animateurs, MM. Jean Lecanuet et Pierre Abelin, se sont déjà prononcés pour une réponse positive, et le comité directeur élargi du parti radical, devant lequel M. Jean-Jacques Servan-Schre-

ber, secrétaire général, plaidera pour le « oui ». Le comité directeur du Centre républicain, présidé par M. André Morice, autre composante aux côtés des radicaux et des centristes du Mouvement réformateur, prendra position vendredi.

Dans l'opposition de gauche, les choix sont faits et il s'agit maintenant de les faire connaître avec l'espoir, pour les communistes, de mobiliser les électeurs en faveur du « non » et, pour les socialistes, de les conduire à ne pas voter. A son habitude, le P.C.F. a mis en branle toute la puissance de son appareil de propagande. Des meetings sont prévus dans cinq villes et, au nom du bureau politique, M. Georges Marchais, secrétaire général adjoint, a solennellement « révélé » mardi des extraits bien choisis d'un rapport de M. Mansholt, président de la Commission de Bruxelles, et en a tiré argument pour dénoncer les perspectives économiques et sociales de l'Europe des Dix à la construction de laquelle se prête M. Pompidou. Paul Fabra explique en page 3 que l'étude de M. Mansholt prête le flanc aux critiques des communistes.

L'utilisation de ce document peut en tout cas raviver de mauvais souvenirs dans l'électorat paysan où le nom de M. Mans-

holt n'est pas, en raison d'un précédent rapport sur l'avenir de l'agriculture, très populaire. Elle montre aussi que la campagne pour le Non du parti communiste ne consistera pas seulement à condamner un « référendum-plebiscite », mais portera aussi sur le contenu de la construction européenne. A cet égard, les critiques de M. Marchais visent tout autant M. Pompidou et M. Mansholt, qui est socialiste, que le gouvernement social-démocrate allemand et elles sont de nature à accroître le fossé entre les communistes et les socialistes français les plus attachés au principe même de la construction européenne. Il y avait déjà divergence sur ce point entre les deux partis, mais elle prend désormais plus de relief.

Au-delà de la polémique électorale alimentée par le parti communiste se prolonge aussi une discussion sur « Les limites de la croissance », ouverte par le rapport du Massachusetts Institute of Technology (le Monde des 15 et 29 mars) sur lequel s'appuie la lettre de M. Mansholt à M. Mal-fatti. Paul Fabra commente ci-dessous le thème inspirant cette « nouvelle vague » qui commence à faire des adeptes des deux côtés de l'Atlantique.

ANDRÉ LAURENS.

LA QUESTION POSÉE AUX ÉLECTEURS

Le conseil des ministres a approuvé le texte de la question qui sera posée aux électeurs, le 23 avril, et qui est le suivant, conformément à ce que nous avons indiqué dans « le Monde » du 1er avril :

« Approuvez-vous, dans les perspectives nouvelles qui s'ouvrent à l'Europe, le projet de loi soumis au peuple français par le président de la République, et autorisant la ratification du traité relatif à l'adhésion de la Grande-Bretagne, du Danemark, de l'Irlande et de la Norvège aux Communautés européennes ? »

STOPPER LA CROISSANCE ?

Par PAUL FABRA

De même qu'à la psychiatrie on oppose une antipsychiatrie, assiste-t-on à la naissance d'une « anti-économie politique », qui, de proche en proche, va s'attaquer à tous les ressorts (recherche du profit et d'un gain supérieur, désir de consommer

d'avantage...) sur lesquels agit la politique économique pour obtenir ce qui est encore l'objectif à atteindre : un taux de croissance capable de permettre l'élevation annuelle du niveau de vie ?

Il est facile de répondre à ceux qui s'en prennent à ce niveau de vie au nom de la qualité de la vie que bon nombre de travailleurs, sans parler des pays en voie de développement, ne jouissent guère des avantages de la société de consommation et qu'ils continueront pendant assez longtemps encore à réclamer un accroissement des richesses matérielles. Le souci primordial de la qualité a toujours eu quelque chose d'aristocratique, et le fait qu'il soit ressenti par des gauchistes, qui sont du reste souvent des fils de famille, n'y change rien et donne la partie belle à M. Marchais.

Voici M. Mansholt, déjà auteur d'un plan de modernisation à outrance de l'agriculture, ignorant à l'époque le rôle de « gardiens de la nature » des paysans, qui prend maintenant la tête de la croisade antipollution et va jusqu'à recommander, au nom du « bonheur national brut » (comme le dit Tinbergen), une « forte réduction de la consommation de biens matériels », rejoignant ainsi, du moins en parole, le programme de « groupuscules » honnis par le parti communiste. Le président de la Commission du Marché commun et les gauchistes d'accord : comment trouver une meilleure preuve de la collusion « objective » entre le pouvoir des monopoles et le gauchisme ?

L'« anti-économie » pose toutefois des questions qui vont bien au-delà de l'opposition qui s'accuse, en France, entre ceux qui, avec le P.C. et la C.G.T., continuent à mettre d'abord en avant des revendications quantitatives et ceux qui, avec les contestataires, exigent qu'on change

aussi, au-delà du régime social, la vie elle-même. Aux Etats-Unis, il est désormais tout un courant de pensée qui prône le « zéro growth », c'est-à-dire la croissance zéro, comme le rappelle Pierre Drouin dans ces colonnes (le Monde du 29 mars). Il se fonde sur l'idée que, si l'on veut préserver cette planète d'une irréversible pollution, il convient que l'Etat change radicalement de politique, et, au lieu de pousser la machine comme il le fait, de la ralentir, afin de ramener le taux de croissance à 0 %.

Il serait d'autant plus léger de rejeter en bloc, sans examen, cette argumentation qu'elle ramène par la pensée aux tout premiers débuts de la pensée économique contemporaine aux prises avec le problème qu'on retrouve à chaque génération : en quoi consiste le profit, et son taux n'est-il pas voué, au fur et à mesure que le développement économique se poursuivra, à diminuer ?

(Lire la suite page 3, 1er col.)

AU JOUR LE JOUR

Jésus-Révolution

Tant que les Britanniques resteront aussi « anglicans » que nous sommes peu « galliens », est-il bien prudent de les accueillir dans le Marché commun ? N'y avons-nous pas déjà assez d'ennuis avec nos « curés rouges » ? Et pouvons-nous oublier que le vrai père de « Jésus-Révolution » fut cet horrible réactionnaire de G. K. Chesterton, esprit si subversif qu'Anglais il se fit catholique, et, quand nous en étions encore au petit père Combes, annonçait déjà « le très vieux émeutier qui va dans les retraites les plus raffinées pour y porter cette terrible nouvelle que tous les hommes sont frères... » ? Et cela, comble d'horreur ! dans un roman policier, la Clairvoyance du Père Brown, où son curé-détective dame le pion à tous les limiers du pouvoir !

JEAN-MICHEL ROYER.

A PARIS : M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU, sera reçu vendredi par M. Georges Pompidou.

A RABAT : Le roi Hassan II a chargé M. Karim Lamrani de former un nouveau gouvernement.

La crise de notre société exige plus qu'une révolution.
Changer le monde et changer la vie: Marx et Rimbaud.

GARAUDY L'ALTERNATIVE

Ce livre est un engagement. Il représente dans ma vie à la fois une rupture et un accomplissement.

COLLECTION "LIBERTES 2000" ROBERT LAFFONT

POLÉMIQUE AUTOUR D'UNE LETTRE

Alors qu'il n'était encore que vice-président de la Commission des Communautés européennes, le 9 février dernier, M. Sicco Mansholt adressait à M. Malfatti, à ce moment-là président de l'institution de Bruxelles, une lettre — et non un « mémoire à usage interne », comme l'écrit l'« Humanité ». Celle-ci avait pour but, en cette dernière année du mandat de M. Mansholt et avant que

celui-ci ne reprenne des responsabilités aux Pays-Bas, au sein du parti socialiste, d'exprimer un certain nombre de craintes sur l'avenir du monde et de présenter quelques suggestions sur le rôle que l'Europe pourrait jouer pour détourner les plus graves menaces. Ce « cri du cœur » — plutôt qu'un programme ou un testament politique, comme devait le pré-

ciser lui-même M. Mansholt dans une conférence de presse (« le Monde » du 29 mars) — était inspiré de la lecture du fameux rapport du Massachusetts Institute of Technology. « Les limites de la croissance » (« le Monde » des 15 et 29 mars 1972). Nous publions ci-dessous les extraits essentiels de ce document d'une douzaine de pages. Avant d'être diffusé sous le timbre du Comité écono-

mique et social de Bruxelles le 16 mars — comme le prouve le « fac-similé » reproduit par l'« Humanité », — ce texte intégral avait été publié par l'agence Europe le 28 février dernier et donc envoyé à tous ses abonnés à travers le monde et non « destiné exclusivement à l'information interne », comme le notait le Comité économique et social en indiquant sa source.

M. Georges Marchais dénonce le « programme monstrueux » des dirigeants de la C.E.E.

En ouvrant, mardi 4 avril au Palais-Bourbon, la conférence de presse organisée par le P.C.F., M. Robert Ballanger, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, a indiqué que les parlementaires du P.C.F. venaient d'approuver la décision du comité central de leur parti d'appeler à voter « non » au référendum. Il a également protesté contre le fait qu'aucune des cent soixante propositions de loi que les communistes avaient déposées depuis le début de la législature (soit depuis les élections législatives des 23 et 30 juin 1968) n'avait été examinée par le Parlement.

Cette « preuve » est constituée par un mémoire à usage interne sur « le rôle de l'Europe dans un monde en danger » que M. Mansholt, alors vice-président de la Commission des communautés européennes, a adressé le 9 février à M. Malfatti, qui présidait la commission. « Il est difficile de penser que le ministre français des affaires étrangères n'avait pas connaissance [de ce mémoire] lorsqu'il proposa la nomination de M. Mansholt à la présidence de la Commission du Marché commun », a ajouté M. Georges Marchais, en soulignant que ce document « révèle le plan — on peut dire : la stratégie — de celui qui préside désormais, avec l'assentiment et le soutien du gouvernement français, aux destinées du Marché commun et de la petite Europe des trusts. »

Une politique malsusienne

Puis M. Georges Marchais, au nom du bureau politique de son parti, a déclaré : « Nous avons dénoncé les conséquences désastreuses qu'aurait pour l'ensemble du peuple français la réalisation d'un grand dessein européen de M. Pompidou. Nous en apportons aujourd'hui la preuve. Elle est d'une gravité exceptionnelle. Elle révèle en effet qu'il existe, au sein de la plus haute instance du Marché commun, un plan visant à provoquer délibérément « un net recul du bien-être » des habitants de la nouvelle communauté des Dix. »

Le secrétaire général adjoint du P.C.F. a précisé : « S'appuyant sur des extrapolations statistiques d'origine américaine, le président de la Commission du Marché commun prétend que la « problème-clé » serait le suivant :

Il y a trop de bouches à nourrir et ces bouches consomment trop. (...) Partant de là, M. Mansholt explique que la seule solution réside dans une politique malthusienne à outrance, dont la Communauté ouest-européenne doit précisément être l'instrument.

« Quelles « directives » conviennent-il en effet de donner, selon le premier personnage de la petite Europe, « aux nouveaux » organes de la Communauté des Dix ? En voici l'essentiel : « Il nous incombe d'indiquer les éléments économiques qui peuvent contribuer à promouvoir la limitation des naissances. A cet égard, on peut penser à la politique fiscale et à la suppression des aides sociales aux familles nombreuses. » Et M. Mansholt recommande « des propositions concrètes à ce sujet ».

« Il faut organiser « une forte » réduction de la consommation de biens matériels par habitant » et « éviter la production de biens non essentiels ». Précisons que M. Mansholt ne prévoit pour autant aucune réduction de la production de ces biens véritablement « non essentiels » que sont les armements.

« Mais cela ne suffit pas. « Il » faut se demander si nous ne devrions pas adopter des mesures (politiques) beaucoup plus radicales. » Voici ces mesures : « Pour parvenir à un équilibre stable, il faudra que la population mondiale diminue de façon encore beaucoup plus nette. »

« La société de demain ne devra pas « être axée sur la croissance, du moins dans le domaine matériel ».

Pour « donner un exemple de ce que pourrait impliquer une telle politique », le président de la Commission de Bruxelles indique alors qu'un des objectifs de la « politique européenne » se traduirait par « un net recul du bien-être matériel par habitant et par une limitation de la libre utilisation des biens ».

Uniformiser le dénuement

M. Georges Marchais a conclu : « Autrement dit, la petite Europe des trusts et de M. Pompidou égalisera les chances en uniformisant le dénuement. En échange, si l'on peut dire, le président de la Commission du Marché commun promet à la population des mesures visant à l'épanouissement culturel et intellectuel » (on se demande ce que cela peut bien signifier dans une « économie de pénurie ») et à la « protection de l'environnement ».

« Tel est le programme de M. Mansholt, que l'on entendait bien réserver « à l'usage interne » et dissimuler à l'opinion publique. Nous estimons de notre devoir d'alerter les Français et les Françaises sur l'extrême gravité de cette affaire. M. Mansholt, en effet, n'est pas le moins du monde un théoricien en chambre, un rêveur solitaire et inoffensif. Il est désormais président de la Commission de Bruxelles. (...) »

« L'intégration de notre pays dans une union économique et dans une confédération politique, intégration pour laquelle M. Pompidou voudrait arracher le 23 avril aux Français un blanc-seing, faciliterait évidemment, avec ce qu'elle comporte d'abandon de notre souveraineté nationale, la réalisation de ce programme monstrueux. (...) »

« On comprend qu'étant donné la nature exacte de ces perspectives, le président de la République ait préféré dissimuler le document Mansholt à l'opinion et abreuver [cette opinion] de généralités rassurantes. »

« Quelques semaines avant qu'ils n'aient à se prononcer sur la question apparemment anodine que M. Pompidou soumet à référendum, nous avons, quant à nous, estimé indispensable de porter ce document à la connaissance des Français afin d'éclairer leur choix. »

« Qu'on ne nous dise pas pour autant qu'il s'agit de la part du parti communiste français d'une opération électorale. Les Français ont appris à prendre au sérieux les mises en garde des communistes. Ils se souviennent, par exemple, que nous avons dénoncé dès 1965 le système de l'avoir fiscal, dont le caractère scandaleux est maintenant évident pour tous. Nous ne voulons pas que notre peuple se retrouve dans quelques années dans une situation où il devrait se dire à nouveau : « En 1972, les communistes avaient bien raison de dénoncer l'Europe des monopoles, de M. Mansholt et de M. Pompidou. »

M. Sicco Mansholt préconisait le 9 février :

- une forte réduction de la consommation de biens matériels
- la suppression des aides aux familles nombreuses

Après avoir dit qu'il lui semblait souhaitable que, pendant la dernière année de son mandat, la commission « se préoccupe tout particulièrement de la politique à suivre », M. Mansholt écrit :

« Il est de plus en plus évident que les gouvernements nationaux ne sont plus capables d'assurer une expansion stable de leurs économies. Il ne s'agit pas d'un phénomène proprement européen, puisqu'on peut l'observer dans tous les pays industrialisés (tels que les Etats-Unis, le Japon, etc.) qui sont en proie à une inflation galopante, accompagnée même d'un chômage de plus en plus grave. »

« L'équilibre monétaire n'est pas réalisé. Tout au plus peut-on parler d'un répit, mais dès à présent, tous les éléments d'une nouvelle crise se trouvent réunis. Les fonds internationaux et autres institutions similaires ne représentent que des remèdes propres à traiter les symptômes sans contribuer à une stabilité durable. »

Celui qui n'était encore que le vice-président de la commission européenne cite alors comme étant les facteurs déterminants de l'avenir de l'humanité et comme constituant la base du rapport du System Dynamics Group du M.I.T. (Massachusetts Institute of Technology) : l'évolution démographique dans le monde ; la production alimentaire ; l'industrialisation ; la pollution et l'utilisation des ressources naturelles. Il précise que les réflexions qu'il soumet dans la lettre « sont fondées sur les conclusions du rapport ».

La mission de l'Europe

« L'Europe des Dix est en passe de devenir un véritable facteur d'influence dans le monde, et, dans les années à venir, le renforcement de ses institutions lui permettra de mener une politique efficace. En tout cas, le devoir de la Commission est d'en souligner dès à présent la nécessité. »

« Si l'Europe suit une politique bien définie, elle sera davantage en mesure d'imposer également une politique au reste du monde, et notamment aux Etats-Unis et au Japon. »

« Si l'Europe ne mène pas une politique claire, mais reste à la remorque des événements et renonce à prendre l'initiative, j'estime que la cause est perdue, car à mon avis les Etats-Unis n'ont pas la force politique nécessaire pour guider le monde vers la solution de ce grand problème. Les Etats-Unis sont sur la voie du déclin, et il sera extrêmement difficile de les préserver d'un effondrement total. »

« Conclusion : l'Europe a une mission à accomplir ! »

Le problème-clé

Pour M. Mansholt, le problème-clé est celui de l'évolution démographique dans le monde :

« Le problème-clé est celui de l'évolution démographique dans le monde. C'est surtout dans les pays en voie de développement que la natalité prend des proportions angoissantes, mais l'Occident industriel ne pourra non plus échapper à la nécessité de contrôler la natalité. Si rien n'est entrepris, la population mondiale va pratiquement doubler en trente ans, pour passer de trois milliards et demi à sept milliards d'habitants en l'an 2000. En ce qui concerne l'Occident, on notera que, dans les pays industrialisés, la consommation de matières premières et d'énergie est environ vingt-cinq fois plus élevée par habitant que dans la moyenne des pays en voie de développement. »

« Quels moyens employer pour « stabiliser la démographie mondiale » ? »

« Il nous incombe d'indiquer les éléments économiques qui peuvent contribuer à promouvoir la limitation des naissances. A cet égard, on peut penser à la politique fiscale et à la suppression des aides sociales aux familles nombreuses. Nous devrions pouvoir faire des propositions concrètes à ce sujet. »

S'appuyant sur l'enquête du M.I.T., M. Mansholt écrit qu'« en partant de l'hypothèse d'une population mondiale stable, il semble possible, du moins en théorie, de réaliser un certain équilibre dans la croissance des divers facteurs, nécessaire pour assurer la survie de l'humanité ».

Encore faut-il que les conditions suivantes soient réunies : « 1) Une priorité à la production alimentaire, en investissant aussi dans les produits agricoles réputés « non rentables » ; « 2) Une forte réduction de la

consommation de biens matériels par habitant, compensée par l'extension des biens incorporels (prévoyance sociale, épanouissement intellectuel, organisation des loisirs et des activités récréatives, etc.) ;

« 3) La prolongation de la durée de vie de tous les biens d'équipement, en évitant la production de biens « non essentiels » ;

« 4) La lutte contre la pollution et l'épuisement des matières premières par la réorientation des investissements vers le recyclage et les mesures anti-pollution, ce qui aboutira naturellement à un déplacement de la demande et, partant, de la production. »

Des mesures plus radicales

« Comme l'hypothèse d'une population mondiale stable paraît exagérément optimiste pour l'instant, il faut se demander si nous ne devrions pas adopter des « mesures » (politiques) beaucoup plus radicales que celles ci-dessus. A ce moment se pose avec acuité la question de savoir si une telle opération est possible dans le cadre de l'ordre social établi et si, par exemple, le système actuel de production peut être maintenu au niveau des entreprises. A mon avis, poser la question équivaut à y répondre par la négative. Il est toutefois difficile de trouver une solution plus adéquate. »

« Le socialisme d'Etat, etc. n'offrant aucune solution, nous devrions peut-être rechercher des formes de production très différenciées impliquant une planification fortement centralisée et une production largement décentralisée. »

M. Mansholt poursuit :

« Il est évident que la société industrielle ne pourra pas être axée sur la croissance, du moins pas dans le domaine matériel. »

« Pour commencer, nous ne devrions plus orienter notre système économique vers la recherche d'une croissance maximale, vers la maximisation du produit national brut. Il suggérerait de remplacer celui-ci par l'utilité nationale brute. (Encore reste-t-il à savoir si l'on peut quantifier cette « utilité »). Je rappelle à ce propos la notion de « Bonheur national brut » de Tinbergen. Il serait souhaitable d'examiner de quelle manière nous pourrions contribuer à la mise en place d'un système économique qui ne soit plus fondé sur la croissance maximale par habitant. A cet effet, il faudra se pencher sur les problèmes de la planification, de la politique fiscale, de la répartition des matières premières et peut-être aussi de certains produits finaux essentiels. »

« Pour contribuer à ce travail de réflexion et pour donner un exemple de ce que pourrait impliquer concrètement une telle politique, je voudrais vous soumettre quelques suggestions pour une politique européenne. »

Un net recul du bien-être par habitant

« 1) Une économie rigoureusement planifiée qui assurerait à chacun le minimum vital. »

« 2) Un système de production non polluant et la création d'une économie de recyclage. Le deuxième objectif se traduira par un net recul du bien-être matériel par habitant et par une limitation de la libre utilisation des biens. Si nous voulons satisfaire aux exigences de l'équité la plus élémentaire, notre économie devra être conçue de manière à offrir des chances égales à tous. Dans ce cas, nous nous verrons contraints d'organiser la répartition des matières premières et des biens d'équipements nécessaires entre le secteur public et le secteur privé. Parallèlement, la planification devra être orientée de manière à assurer, avec une consommation aussi réduite que possible de matières premières et d'énergie, la consommation des biens et des services essentiels. Pour compenser la diminution du bien-être matériel, il conviendra en outre que les pouvoirs publics se soucient davantage de l'épanouissement intellectuel et culturel, et qu'ils prévoient par conséquent les aménagements nécessaires. »

« La Commission, selon M. Mansholt, devrait proposer « un plan central européen ou plan économique européen. »

D'après ce plan, la recherche du plus grand P.N.B. possible est abandonnée et remplacée par l'U.N.B. Nous devrions admettre que, même si une préoccupation plus grande des pouvoirs publics pour l'épanouissement intellectuel nécessiterait en réalité l'accrois-

sement du produit national brut, nous n'avons tout simplement plus les moyens de le réaliser puisque notre objectif primordial sera de sauvegarder l'équilibre écologique et de réserver aux générations futures des sources d'énergie suffisantes.

« Le plan économique européen, qui se présenterait sous la forme d'une directive, devrait alors être respecté lors de l'élaboration des plans économiques nationaux. »

« 1) L'instauration d'un système de certificats de production (certificats C.R.) contrôlé à l'échelon européen. »

« 2) Une modification du régime de la T.V.A. de manière à favoriser les produits munis d'un certificat C.R. et à imposer plus lourdement les produits classiques (la différence de barème étant égale à la différence entre les coûts de production augmentée d'un « tarif de pénalisation » pour les produits non C.R.). »

« 3) La promotion de durabilité des biens de consommation. Il peut en découler d'importantes économies de matière de base. Il convient d'envisager en plus des dispositions en matière de production des mesures fiscales canalisant la consommation dans le sens de l'économie et de la durabilité. Exemple : taxer fortement les automobiles dans les cinq premières années, moins fortement pendant les cinq suivantes, puis supprimer la taxation. A ce propos, on peut aussi songer à interdire la production de biens non essentiels ou encore à les imposer très lourdement. A l'heure actuelle, nous nous livrons à un gaspillage inconsidéré. »

« 4) Un système de distribution des matières premières et de divers produits finaux paraît s'imposer. »

L'utilité et le bien-être

A propos de la recherche, M. Mansholt écrit notamment :

« Jusqu'à présent, la recherche a été pratiquement axée sur la « croissance ». Il nous faut l'« élargir vers l'« utilité », vers le « bien-être ». Une solution évidente consisterait à mettre un terme au drame chronique du budget de recherche de l'Euratome et de le transformer en un programme de recherche entièrement dirigé vers les objectifs décrits ci-dessus. »

Il préconise une « transformation de l'actuel tarif extérieur en un tarif visant à protéger les produits C.R. Il faudrait bien sûr modifier les règles actuelles du GATT qui sont de toute façon déjà périmées et qui doivent être révisés en vue de la formation de l'Europe des Dix. »

Enfin, en ce qui concerne l'agriculture, M. Mansholt estime que la C.E.E. devrait « donner l'exemple ».

« a) En autorisant :

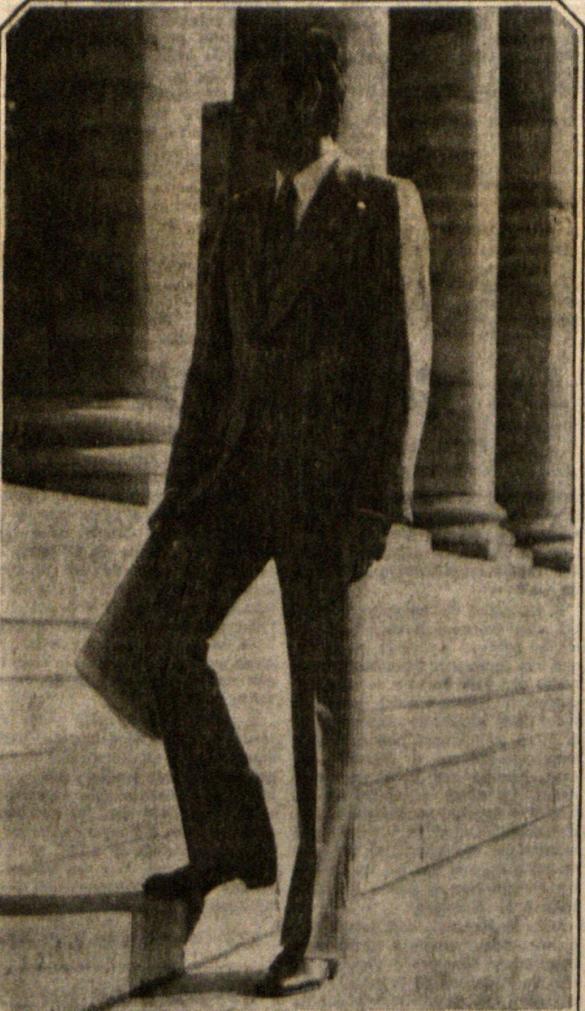
« 1) les produits chimiques rapidement dégradables, qui n'entraînent donc pas à la longue de perturbation du milieu (p.e. pas le D.D.T.) ;

« 2) les matières dont il est prouvé qu'elles ne sont pas nocives pour la santé. »

« b) En transformant des critères de qualité : en les orientant vers les qualités nutritives et gustatives, plutôt que vers l'aspect extérieur des produits. »

« c) En prenant des mesures encourageant la production en circuit fermé en vue d'éviter la destruction de précieux éléments naturels de production. (Citons entre autres le rétablissement de l'équilibre naturel dans le monde des insectes et des oiseaux et la sauvegarde de l'équilibre écologique général.) »

« La grève du référendum est envisagée par les employés communaux de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais) où le syndicat F. O. est majoritaire : « Les litiges portant sur les revendications en cours : salaires, reclassements... sont toujours en suspens. En raison du prochain référendum, la réforme du statut de la fonction communale, qui devait venir en discussion devant le Parlement le 25 avril, risque d'être reportée aux calendes grecques », déclarent les municipalités boulognaises qui réclament des « assurances ».



Les tendances 72 de la mode masculine

Ce costume classique de ligne, mais très jeune d'allure, illustre bien les grandes tendances-mode du printemps et de l'été : carure plus marquée, revers bien ouverts et arrondis, basques légèrement raccourcies, poches plaquées à rabats. Son tissu, un beau Prince-de-Galles fantaisie, est caractéristique de la collection 72.

Modèle Garrick de Guy Dormeuil. Liste des dépositaires sur demande : Guy Dormeuil, 4, rue Vivienne, Paris 2<sup>e</sup>.

DU 23 AVRIL

A. M. Malfatti

# Stopper la croissance

(Suite de la première page.)

La réponse que la plupart des économistes, à l'aube du dix-neuvième siècle, faisaient à cette question était, sous une forme à peine plus élaborée, celle que semble dicter le bon sens : l'accumulation progressive des richesses matérielles diminuera le taux de profit, car il arrivera un moment où la demande ne pourra plus absorber une offre sans cesse accrue, ce qui fera baisser les prix. Le raisonnement repose donc sur

l'idée qu'il existe comme une limite naturelle aux besoins.

C'est contre cette conception que s'élevèrent en Angleterre le grand Ricardo et en France J.-B. Say : leur réfutation mérite d'être rappelée ici parce qu'elle a la particularité insolite pour notre époque de ne pas faire intervenir, à ce stade de l'analyse, la notion bien subjective de besoin. « Les produits sont achetés par d'autres produits », disaient-ils.

La riposte des financiers de New-York, au savetier qui aime mieux chanter qu'accroître son capital, peut se résumer en quelques lignes : l'expansion économique créera les ressources nécessaires pour combattre efficacement les méfaits d'une industrialisation rapide. Il suffirait donc que notre société prenne conscience du danger pour que celui-ci puisse être écarté.

Sans même discuter au fond cette thèse optimiste, la manière dont elle est exposée éveille déjà le soupçon que ses protagonistes sont, inconsciemment ou non, mus par le désir conservateur de toucher le moins possible au train habituel des choses. Un des thèmes favoris qui revient constamment sous leur plume est que somme toute il en

coûterait assez peu pour faire disparaître les nuisances les plus dangereuses de l'industrie moderne. C'est ainsi que 4 milliards de dollars suffiraient pour assainir l'atmosphère de quelque deux cent quatre-vingt-dix métropoles du continent nord-américain d'ici à 1976. Même le budget de 105 milliards de dollars, établi par l'Environmental Protection Agency (EPA) pour que les normes actuellement définies en la matière soient atteintes en cinq ans, ne paraît pas tout à fait hors de portée puisqu'il représente environ le dixième du revenu national annuel américain. Et les auteurs de l'article de la City Bank de s'ingénier à montrer qu'en réalité ce budget englobe bon nombre de dépenses déjà prises en compte par l'Etat et les municipalités.

## La « norme 1491 »

Certes les statisticiens n'en sont pas restés là. Aiguillonné par le candidat démocrate à la présidence, M. Muskie, le Sénat américain est allé jusqu'à évaluer ce qu'il en coûterait pour ramener l'eau au degré de pureté qu'elle connaissait avant la conquête de l'Amérique par les Européens (ce qu'on appelle la « norme 1491 », Christophe Colomb ayant comme on le sait débarqué dans le nouveau monde en 1492). Ce coût s'élevait à quelque 350 milliards de dollars. Déjà, la mise en œuvre d'un tel programme permettrait d'approcher de plus près l'hypothèse de l'état stationnaire : si on l'appliquait en effet sur quelques années, cela signifierait qu'il faudrait lui affecter pratiquement tout le surplus dégagé par la production américaine.

A la lumière de ces chiffres, l'expansion dont nous nous vantons tellement apparaît pour ce qu'elle est : l'homme a usé en quelque sorte son bien-être actuel en épuisant les richesses naturelles qu'il avait reçues en héritage et qu'il ne sera plus capable de transmettre à l'état. Comme pour justifier cette

extraordinaire incurie, les doctrines économiques de notre temps, et singulièrement celle de Keynes, ont discrédité l'idée même d'épargne, dont l'ultime fondement (maints passages de la Bible l'attestent) était justement la préservation du milieu naturel.

Ce qui rend encore la thèse officielle suspecte, c'est que même l'évaluation la moins complaisante de l'effort à entreprendre pour réparer les dommages causés depuis vingt-cinq ans à la Terre — c'est le laps de temps qu'il a fallu, par exemple, pour amener le lac de Genève au bord du désastre, alors que les six mille années d'histoire humaine précédentes l'avaient laissé intact ! — ne tient absolument pas compte des risques permanents que fait encourir au milieu naturel une expansion économique tournée vers des objectifs à court terme. Une politique conséquente d'anti-pollution serait-elle compatible avec le lancement d'énormes pétroliers, dont un seul, s'il coulait, pourrait empoisonner un océan entier ? Serait-elle compatible avec la poursuite de la recherche sous-marine de pétrole ?

En réalité, ce n'est pas l'expansion et l'accumulation du capital en soi qui sont une cause de dégénérescence. On peut concevoir d'autres formes de développement économique propres à satisfaire différemment les besoins des hommes et qui n'ont pas les mêmes effets sur l'environnement. Ce qui s'imposera, c'est une réorientation totale de notre appareil de production. Pour prendre un exemple devenu banal, disons qu'au lieu d'investir des capitaux aussi gigantesques dans l'industrie automobile et pétrolière, il serait préférable de les diriger vers la construction de nouveaux réseaux de transports collectifs.

Pour l'instant, tout, à commencer par un système monétaire inflationniste défavorable aux investissements à long terme, nous porte à obtenir une rentabilité rapide indépendamment de toute autre considération et, à chercher à tout prix des produits nouveaux, on force souvent la nature.

Ce système monétaire est à l'image du système économique tout entier, car il prétend justement avoir libéré l'homme de la contrainte de la production de l'or pour lier la création monétaire aux seuls « besoins » de l'économie. S'il existe un argument en faveur de l'établissement d'un système monétaire aussi proche que possible du Gold Standard, c'est probablement celui-ci qui est plus de nature poétique qu'économique : en subordonnant l'expansion du crédit à l'extraction d'un métal enfoui dans la terre, le Gold Standard établit un lien subtil entre d'une part l'expansion économique et de l'autre la faculté toujours limitée de l'homme pour exploiter les richesses de la terre.

PAUL FABRA.

## « COMBAT » : une manœuvre de mauvais augure.

« ... En tronquant ce texte [Mansholt], en en altérant et même en en déformant ainsi l'esprit, le P.C. tente une opération de contre-propagande, dont il espère qu'elle rencontrera la faveur des paysans. C'est le type même de l'action électorale de bases envergnure et de grande déloyauté... »

« On redoute... que la sincérité du débat ne soit sacrifiée à des fins partisans. La manœuvre du P.C. est à cet égard de mauvais augure. On le regrette d'autant plus que le texte en question, dans son intégralité, pose avec une belle pertinence le véritable problème de l'avenir européen. Certes, M. Mansholt dressait, dans ce « testament politique », un tableau très sombre des perspectives qui s'offrent aux pays d'Europe occidentale et évoquait la crise dramatique qui les menace. Mais le P.C. oublie d'évoquer les solutions précises qu'en même temps proposait M. Mansholt comme autant de conditions à l'équilibre et à la prospérité. »

# Tribune du référendum

## Oui à l'Europe des Dix

Par WLADIMIR D'ORMESSON  
de l'Académie française

Je voterai « oui » au prochain référendum, localement en 1925 — et que depuis la conclusion du pacte de Locarno en 1925 — et sauf pendant la période hitlérienne — je n'ai cessé de considérer et d'écrire que la seule politique susceptible d'assurer la paix en Europe était l'union aussi étroite que possible des quatre grandes puissances occidentales. Tant mieux si six Etats plus restreints, et également démocratiques, enlèvent à cette union des Quatre Grands ce qu'elle aurait sans eux de trop oligarchique.

Je suis donc partisan convaincu de l'« Europe des Dix » qui va se constituer. Mais appelons cette communauté l'« Europe des Dix », ne l'appelons pas l'« Europe » tout court. Je suis choqué, je l'avoue, d'entendre dire de tous côtés : « Nous allons faire l'Europe... » Quatre grandes puissances, six Etats plus restreints, cela représente certes une part très importante du Vieux Continent. Mais ce n'est pas l'« Europe ». Pour des raisons diverses, le grand rassemblement européen n'est pas encore possible. Mais n'oublions jamais les liens étroits, les liens profonds qui nous unissent à tant de peuples qui ne feront pas partie demain de l'« Europe des Dix ». Ne les blessions pas en ayant l'air d'accaparer l'Europe. Question de mots, dira-t-on. Non, question de tact. Mais la paix entre les peuples, c'est aussi une question de tact.

Cela dit, je ne puis que me féliciter de la situation telle qu'elle se présente aujourd'hui. Et, profondément « gaulliste », je ne me sens en aucune façon gêné pour concilier cette attitude avec mes convictions. Voici pourquoi.

Depuis qu'Aristide Briand lança, en 1929, son idée de Fédération européenne, bien des tentatives ont été faites, avant et après la guerre, pour lier entre eux, sous des formes diverses, un certain nombre de pays européens. Toutes ces tentatives — y compris l'U.E.O. — ont échoué. Pourquoi ? Parce que les idées générales ont besoin d'un support concret pour sortir de leur abstraction. Si nous avons à présent une chance sérieuse de pouvoir organiser une Communauté européenne des Dix, et de la perfectionner sur le plan politique, c'est uniquement grâce au Marché commun — industriel et agricole — qui, en douze ans, a pris ses racines et représente précisément cet indispensable support. Or, à qui je devons-nous si ce n'est au général de Gaulle, qui — contre vents et marées, — a su protéger le Marché commun au moment le plus fragile, donc le plus décisif, de son existence ? Il suffit de connaître tant soit peu le détail de ces longues négociations pour savoir que ni en 1961-1963 — où le Marché commun débutait — ni plus tard, en 1967, avec M. Harold Wilson (qui depuis n'a plus caché son jeu), la Grande-Bretagne n'était encore prête à accomplir les efforts nécessaires pour entrer, à part égale, dans la C.E.E.

Les circonstances ont considérablement évolué depuis l'arrivée au pouvoir de M. Heath — dont M. Couve de Murville s'est plu, dans son livre, à souligner la grande loyauté (page 399). Toutes sortes de faits ont d'ailleurs concouru à cette évolution. Il serait trop long de les énumérer. Mais les nier ou essayer de faire croire que ce qui apparaît possible aujourd'hui l'était depuis longtemps revient à falsifier l'histoire. Je n'en veux pour preuve que la toute récente position des dirigeants de l'U.R.S.S. à l'égard du Marché commun.

Le général de Gaulle, à la ténacité duquel nous devons que les choses soient ce qu'elles sont devenues, avait d'ailleurs envisagé — et ce fut l'un des derniers actes de sa présidence — une négociation susceptible de mettre un terme aux difficultés franco-britanniques. N'insistons pas sur l'accueil que le gouvernement travailliste réserva à ce que l'on a appelé l'« affaire Soames ». Ce mauvais souvenir est effacé, il reste que l'initiative du général de Gaulle prend aujourd'hui toute sa signification.

Les jours succèdent aux jours. Tout évolue constamment ici-bas. S'il est une leçon que le général de Gaulle nous a laissée, c'est bien que l'immobilisme est contraire à la vocation de la France, comme il l'est à l'ordre du monde.

C'est dans cet esprit, dominé par l'expérience et l'imagination, qu'il nous faut désormais concevoir l'« Europe des Dix ».

## POSITIONS ET PROPOSITIONS

- M. RENE CASSIN, président honoraire du Conseil d'Etat et juge à la Cour européenne des droits de l'homme, approuve la suggestion de plusieurs associations de magistrats pour « la ratification référendaire de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme du 4 novembre 1950 ». Dans une lettre adressée au président de la République, M. Cassin déclare : « En décidant le retour immédiat de notre pays à la position normale de réciprocité, position trop longtemps négligée, vis-à-vis des autres nations membres du Conseil de l'Europe, le peuple français assortit l'ensemble de son adhésion à l'Europe d'un élément positif précis de nature à renforcer la place européenne de la France, protectrice traditionnelle des droits de l'homme sur le plan international. »
- M. MAURICE DRUON, de l'Académie française, présidera un comité national pour le « oui ». Il précisera ses intentions lors d'une conférence de presse qu'il tiendra prochainement.
- M. JEAN GACON, membre du parti communiste, a décidé de donner sa démission du Mouvement pour l'indépendance de l'Europe. Cette décision fait suite à la prise de position du bureau national de cette organisation de « soutenir activement l'initiative de M. Pompidou » (le Monde du 29 mars), qui avait déjà provoqué la démission de M. Francis Crémieux (le Monde du 31 mars). Le Mouvement pour l'indépendance de l'Europe est présidé par M. Georges Gorse, ancien ministre, député U.D.R.

prenant en charge la lutte pour le socialisme, en dehors des combinaisons bureaucratiques et politiciennes.

LE CLUB « NOUVELLE FRONTIERE », que préside M. Jean Charbonnel, député U.D.R. de la Corrèze, président de la commission des finances, constate « avec satisfaction » que le président de la République « n'a pas laissé prescrire une des dispositions essentielles de la Constitution » : le référendum. « Sans amoindrir en rien le rôle du Parlement, qui reste l'instance normale de décision en matière législative, le recours au référendum doit en effet donner à tous les citoyens la faculté d'exprimer personnellement leur volonté sur les choix fondamentaux engageant l'avenir du pays. »

L'UNATI, organisme de commerçants et artisans contestataires, « exige fermement de ses membres le boycottage au référendum de M. Pompidou », annonce un communiqué, qui précise : « Cet acte politique est un des premiers qui fera comprendre au gouvernement notre mécontentement envers son mini-train de mesures en faveur des artisans et des commerçants. L'UNATI rassemble les travailleurs indépendants ayant refusé la fusion avec le CID de M. Gérard Nicoud, qui devait donner naissance au CID-UNATI. »

## L'AMICALE DES RENTIERS VIAGERS PRÉCONISE LE VOTE NUL

Dans une lettre adressée au président de la République, Mme Marthe de la Combe, qui préside l'amicale des rentiers voyageurs (39, boulevard Murat, Paris-16<sup>e</sup>), écrit :

« Une Europe unie est le souhait de la plupart des rentiers voyageurs, mais nous souffrons trop de votre indifférence au problème angoissant des rentes viagères pour approuver un référendum coûteux, plus utile à votre personne qu'au règlement européen. Nous déposerons un bulletin nul dans l'urne le 23 avril. »

# Le bonheur brut

Aussil consent, que l'on soit des aspects négatifs de la société de consommation, il faut bien reconnaître que la lecture de la lettre que M. Sicco Mansholt adressait le 9 février à celui qui était alors le président de la Commission européenne laisse paatois. Il y a encore quelques années, les meilleurs experts occidentaux extrapolaient les taux de croissance réalisés, sans du reste discuter le moins du monde la notion de produit national brut sur laquelle ils basaient pourtant tous leurs calculs. Ils en déduisaient que les Etats-Unis, la Suède et surtout le Japon, aujourd'hui montré du doigt comme une des terres émergées les plus polluées de la planète, se dirigeaient allègrement vers la société post-industrielle. Maintenant, le célèbre institut de technologie du Massachusetts publie un rapport sur lequel se fonde M. Mansholt pour proposer un changement radical de politique économique de l'Europe. Cependant, les nouvelles prévisions statistiques, relatives cette fois à la démographie, sur lesquelles est appuyé l'ensemble de réflexion des experts américains ne sont pas plus discutées au fond que ne l'étaient naguère les prévisions sur l'expansion indéfinie du P.N.B.

On prend pour argent comptant la thèse de Malthus, l'homme qui a sans doute le plus influencé

la pensée du monde occidental depuis cent-cinquante ans, thèse suivant laquelle la croissance de la population humaine se réglerait selon des lois totalement indépendantes de l'augmentation des ressources matérielles. Or on peut penser que le lien de causalité est inverse, tout au moins (restriction très importante certes) dans les pays relativement développés. C'est ainsi que la population japonaise, qui était pendant des siècles restée stationnaire, a commencé à progresser à une vitesse vertigineuse après 1870, c'est-à-dire après l'introduction de la révolution industrielle.

Aussi M. Marchais a-t-il parfaitement raison d'écrire que le programme présenté par M. Mansholt est une politique « malthusienne et outrance ».

En ce qui concerne la politique démographique, cela saute aux yeux : M. Mansholt ne va-t-il pas jusqu'à préconiser la suppression des aides sociales aux familles nombreuses ? Une telle mesure serait sans doute désastreuse pour les familles des milieux modestes. Pour Malthus, on s'en souvient, seuls les riches avaient le droit d'avoir des enfants. Aux pauvres, il prêchait « pour leur bien » l'abstinence.

L'autre volet du programme de M. Mansholt, copié sur celui du MIT, consiste dans « une forte réduction de la consommation de biens matériels par habitant ».

En même temps, M. Mansholt

propose aux chercheurs la recherche exclusive de l'« utilité » et du bien-être, mais justement n'est-ce pas au nom d'une philosophie utilitaire et hédoniste que notre génération n'a pas hésité à dégrader le milieu naturel : la vieille sagesse populaire avait fait un choix judicieux des produits propres à laver le linge et la vaisselle (lessives « classiques », saponaires, etc.) ; l'industrie du bien-être a tout prix à lancé sur le marché les détergents. Il reste que la multiplication des biens matériels n'est pas un mal en soi, et là encore le programme de M. Mansholt vise purement et simplement une diminution de la consommation du plus grand nombre. Malthus lui aussi pensait déjà qu'il y avait une limite naturelle à la multiplication des richesses, rien n'est plus faux. Les pouvoirs de l'industrie sont quasiment sans limite. La grande affaire n'est pas d'arrêter son expansion mais d'orienter sa production (voir notre article de la page 1). M. Georges Marchais, en relevant pour s'en indigner l'aveu de M. Mansholt (la politique européenne se traduira « par un net recul du bien-être matériel par habitant et par une limitation de la libre utilisation des biens »), reprend à son compte ce qui était encore naguère la doctrine du capitalisme libéral américain : multiplions les richesses.

Il y a pourtant un aspect du programme de M. Mansholt qui aurait dû davantage séduire le leader communiste : son caractère planificateur. Pour M. Mansholt, la politique européenne devrait comporter une « planification fortement centralisée et une production largement décentralisée ». M. Mansholt, qui ne fait pas confiance aux mécanismes de marché (il l'a montré dans l'agriculture), n'hésite pas à préconiser un contingentement autoritaire des matières premières et des biens d'équipement, ce qui est la forme la plus élémentaire de l'organisation économique. Il écrit par ailleurs que « l'ordre social établi » et « le système actuel de production » sont incompatibles avec son programme. Visiblement, M. Mansholt n'a pas le droit d'être socialiste aux yeux de M. Marchais !

Il est vrai que la promesse d'un bonheur (national) brut ouvre largement le champ au programme européen esquissé par celui qui est devenu le président de la Commission de Bruxelles. Une question qui risque cependant d'être posée : M. Mansholt compte-t-il, maintenant qu'il a accédé à ces hautes fonctions, tirer parti de son bref mandat pour essayer de mettre sa politique sur les rails ? M. Marchais a feint de croire que cette politique est réellement celle du Marché commun qui est, comme chacun sait une cause de chômage et de régression du niveau de vie.

P. F.

(Publicité)

## « ARRÊTONS LE MASSACRE »

PAUL-EMILE VICTOR part en guerre pour la protection de l'homme et de son environnement, donc contre les dégradations que l'homme fait subir à son vital environnement.

C'est pourquoi il a accepté de diriger les activités de la FONDATION pour la sauvegarde de la Nature.

Pourquoi une nouvelle association de protection de la Nature ? Un millier d'associations de ce genre n'existent-elles pas déjà en FRANCE ?

Parce que celle-ci, pour agir, dispose de fonds importants grâce à la générosité de M. Benjamin GASSIER, Président-Directeur Général de la Société BERGER, qui finance son fonctionnement et ses activités. Pour 1972, il est prévu :

— Une campagne d'affiches dans le métro de PARIS ;  
— Une caravane parcourant (avec le soutien de RADIO MONTE-CARLO, EUROPE N° 1 et RADIO ANDORRE) les villes et les villages de 40 départements (du 10 avril au 30 octobre 1972) ;  
— Un nombre important de prix de 10.000 F (1 million d'A.F.) attribués chaque semaine, récompensant les communes qui ont fait le plus grand effort pour la sauvegarde de la nature ;  
— Un concours annuel de prix pour récompenser les municipalités maritimes qui auront assaini leurs plages ;  
— etc.

Pourquoi toute cette publicité autour du problème de l'environnement, de la protection de la nature, de la survie de l'homme, en un mot de l'écologie ?

« Demain il sera trop tard. »  
Demain, peut-être pas. Mais dans vingt-cinq ans certainement... Dès 1962, croyant déjà à l'urgence d'agir, PAUL-EMILE VICTOR collaborait avec LOUIS ARMAND pour hâter, en FRANCE, la prise de conscience du problème de l'environnement. Aujourd'hui, il propose à ses concitoyens cette maxime :

« Le Respect de l'Homme commence par le respect de la nature ;  
Le Respect de la Nature commence avec l'éducation des enfants ;  
L'Éducation des Enfants commence avec l'exemple donné par les adultes. »

Vous pouvez nous aider.  
Nous pouvons vous aider.

Écrivez-nous :  
FONDATION POUR LA SAUVEGARDE DE LA NATURE  
(FONDATION BERGER)  
Château de Lieusaint — 77 - LIEUSAIN.